



L'an deux mille vingt et un, le six avril à dix-huit heures, le Conseil Communautaire de COTE LANDES NATURE, dûment convoqué le 25 mars 2021, s'est réuni en session ordinaire, à la salle culturelle de LIT ET MIXE, sous la présidence de M. Philippe MOUHEL.

Identifiant : DEL2021YD070417

PRESENTS : Ph. MOUHEL- D.VEJUX- M.LAVIELLE- L.MERLIN -C.SEYS- JL BARRERE -J.MORA-M.DUVIGNAC-M.RAFFIN-JC CAULE-M.VERNIER-V.MORA-G.NAPIAS-I.LESBATS-J.WATIER-G.DUCOUT-V.MORESMAU-A.GOMEZ-M.LAGOUYEYTE-D.CLAVERY-C.LUCIANO-JJ.LEBLOND-K.DASQUET-Ph.TARSOL -N.CAMOUGRAND.
ABSENTS : D.DUPRAT - M.LAGORCE - Th.GALLEA - C.GUILLET excusés
POUVOIRS : D.DUPRAT à J.MORA - M. LAGORCE à G.DUCOUT.
M. Isabelle LESBATS est élue secrétaire de séance.
Membres en exercice : 29 Présents : 23 Pouvoirs : 2

OBJET : Charte d'engagement du nouveau réseau de proximité des Finances Publiques.

Le Ministre de l'action et des comptes publics a engagé une démarche qui vise, d'une part à renforcer la présence de la Direction générale des finances publiques (DGFIP) dans les territoires en augmentant significativement le nombre de points de contact pour les usagers et, d'autre part, à améliorer les prestations de conseil aux collectivités locales.

Cette démarche de construction du nouveau réseau des finances publiques doit également permettre, en rupture avec les pratiques précédentes, d'inscrire durablement ces services dans les territoires, donnant aux usagers, élus et agents des finances publiques une visibilité dont ils étaient privés jusqu'à présent.

Une charte décrit le nouveau « réseau de proximité » des finances publiques sur le territoire de la communauté de communes Côte Landes Nature issu de la concertation engagée depuis juin 2019.

Sur proposition de Monsieur le Président, et après avoir pris connaissance des dispositions de cette charte,

Après délibérations, le Conseil Communautaire, à l'unanimité, décide d'adopter la charte d'engagements du nouveau réseau de proximité des finances publiques sur le territoire de Côte Landes Nature et autorise M. le Président à la signer

Monsieur le Président est autorisé à signer toutes les pièces concernant la présente délibération

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de PAU dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.

Au registre sont les signatures.

Pour copie conforme.

Le Président.

Philippe MOUHEL